



Syndicat National des Personnels de Direction de l'Education Nationale

L'HEBDO

Hebdo N° 99 - mercredi 20 janvier 2021

A la Une

Les conditions d'exercice de notre métier : un chantier urgent qui nous engage toutes et tous !

Conditions d'exercice du métier : le SNP DEN appelle tous les personnels de direction à se mobiliser en signant la [pétition en ligne](#).

83 % de nos collègues considèrent aujourd'hui que l'amélioration de leurs conditions d'exercice du métier est leur principale préoccupation (1). Conscient de cette revendication forte, le SNP DEN porte depuis maintenant plus de deux ans, à chaque occasion et de manière vigoureuse, cette demande appuyée de toute la profession.

Le constat exhaustif de tout ce qui provoque l'insatisfaction manifeste de nos collègues sur le sujet a été fait et refait et, malheureusement, d'autres motifs variés d'exaspération viennent régulièrement le compléter. Saisi par le SNP DEN, le Ministre a reconnu la pertinence de nos analyses sur ce sujet et il s'est, par deux fois, officiellement engagé à mener avec nous un travail sur ces questions.

Alors que va s'ouvrir, à compter du 25 janvier, une nouvelle étape de dialogue social relatif à cette problématique, le SNP DEN entend peser de tout son poids sur cette initiative pour faire entendre les attentes unanimes et légitimes de la profession et imposer la grande urgence de mesures proposant améliorations concrètes et progrès sensibles à court terme.

Pour appuyer son action, faire entendre notre voix et revendiquer des avancées réelles, le SNP DEN appelle l'ensemble des personnels de direction à signer en masse la pétition en ligne lancée à partir d'aujourd'hui : [JE SIGNE !](#)

Pour nos conditions d'exercice du métier, c'est MAINTENANT qu'il faut agir !

Philippe VINCENT, Secrétaire général

(1) enquête de rentrée 2020 du SNPDEN-UNSA

Communiqué commun UNSA Éducation, SE-UNSA et SNPDEN-UNSA sur les DGH et HSA

Dans un communiqué commun publié ce jour, les 3 secrétaires généraux de l'UNSA Éducation, du SE-UNSA et du SNPDEN-UNSA demandent des mesures rectificatives.

“Carte scolaire second degré. Heures supplémentaires on atteint le seuil critique. Actuellement les DGH arrivent dans les établissements et viennent confirmer ce que nous avons dénoncé lors du projet de loi de finances. En effet, la poursuite de la politique de suppressions de postes dans les collèges et lycées « compensées » par des heures supplémentaires place les établissements dans une situation difficile voire intenable pour la rentrée 2021 alors qu'il faudra, soit encore affronter la crise sanitaire, soit travailler à en effacer les stigmates, le tout avec une augmentation importante du nombre d'élèves (...). [Lire le communiqué](#)

Communiqué commun SNPDEN UNSA, A&I sur le Projet de loi 4D

Projet de loi 4D

Le SNPDEN-UNSA et A&I-UNSA dénoncent, dans un communiqué commun, les dispositions concernant les adjoints gestionnaires en EPLE

Dans le cadre du projet de loi 4D1, il est envisagé de confier aux collectivités territoriales la possibilité d'expérimenter un pouvoir d'instruction en direction des adjoints gestionnaires en EPLE.

Même si cette disposition serait préférable à un processus complet de transfert de nos collègues adjoints gestionnaires vers les collectivités ou de double autorité, elle n'en demeure pas moins irrecevable pour nos deux organisations. [Lire le communiqué](#)



La réservation des repas n'a jamais été aussi facile avec l'appli MyTurboself®.

[Découvrez tous nos services.](#)


TURBOSELF
Au cœur de l'étudiante

Autres



Indice sommital et "Butoir" pour le calcul de la pension de retraite

Conformément à l'[article 8 du décret du 11 avril 1988](#), fixant le régime de rémunération applicable à certains emplois de direction d'établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale, « L'attribution de la bonification indiciaire ne peut avoir pour effet de conférer aux intéressés une rémunération brute soumise à retenue pour pension civile supérieure au traitement brut maximum soumis à retenue pour pension civile afférent à la hors classe des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux.». [Lire la suite](#)

En direct des établissements



Droit de retrait et droit de grève

L'analyse du contentieux administratif sur le droit de retrait révèle que, côté Fonction publique, c'est principalement dans l'Éducation nationale que ce droit est invoqué. En 2013, sur les 46 contentieux traitant de la question, 12 relevaient de notre ministère, souvent suite à des agressions. La légitimité du retrait par le juge n'a été reconnue que dans 1 seule des 12 affaires, et partiellement seulement ([CE 2 juin 2010 MEN C/Fuentes](#)). Et pour une raison simple : le retrait est régulièrement utilisé pour dénoncer des conditions de travail, dans une confusion avec le droit de grève, alors qu'il a été créé pour protéger la santé et la vie du salarié.

Le point sur le sujet par la Cellule juridique du SNPDEN. [Lire la suite](#)

Agenda

Lundi 18 janvier

- Réunion fédérale / Chef de cabinet du MEN "Point de situation sanitaire"
- Groupe de travail France / Québec

Mardi 19 janvier

- Réunion cellule juridique du SNPDEN
- Comité de la transformation de la voie professionnelle (TVP) : "Comment enseigner la philosophie en LP ?"

Mercredi 20 janvier

- Groupe de travail Cellule juridique

Jeudi 21 janvier

- Conseil supérieur de l'Éducation (CSE)
- Bureau national UNSA Fonction Publique

Vendredi 22 janvier

- Commission nationale de contrôle (CNC)
- Audition Conseillers Education du Premier ministre : Tour d'horizon et actualité 2021

Actualités



Salon Postbac 2021 : une édition 100 % digitale

Comme chaque année, AEF info organise le Salon Postbac, en partenariat avec la région académique d'Île-de-France, l'Onisep, la région Île-de-France et les établissements d'enseignement supérieur. Crise sanitaire oblige, cette édition 2021 qui a débuté le 16 janvier est 100 % digitale.

A l'occasion des « Rendez-vous de l'éducation » organisés dans le cadre du salon, la rédaction invite les acteurs du "-3/+3" à débattre sous la forme d'un [webinaire AEF info Live](#) organisé le 21 janvier à 11 heures sur le sujet : « Nouveau bac, crise Covid : comment le supérieur va sélectionner et accueillir les bacheliers 2021 ? » [Lire la suite](#)



Critiques de la Défenseure des droits sur le projet de loi « Principes de la République »

Auditionnée par la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi confortant le respect des principes de la République, la Défenseure des droits émet, dans un [avis du 12 janvier 2021](#), un certain nombre de réserves sur le texte, notamment sur l'article 21 du projet relatif à l'instruction en famille. [Lire la suite](#)



"Parcours, mobilités, territoires : pour une fabrique des possibles"...

L'Association française des acteurs de l'éducation (AFAE) organisera son 42ème colloque national samedi 27 mars à l'Hôtel de région Nouvelle Aquitaine de Bordeaux. "Parcours, mobilités, territoires : pour une fabrique des possibles" en est sa thématique principale. A ce titre, différentes interventions pourront être écoutées telles que celles de François Dubet, François Germinet, Elise Huillery et Jean-Yves Seguy ([Programme complet](#)). [Lire la suite](#)



Textes signalés

Au JO du 17 janvier : [l'arrêté du 24 novembre 2020](#) modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire. [Et aussi...](#)



Ouvrage d'actualité : Le Code de l'éducation commenté - Édition 2021

Cet ouvrage massif (plus de 1600 pages) propose une version commentée du Code de l'éducation qui organise la vie de nos établissements scolaires. [Lire la suite](#)

